

• TENDANCES •



Vietnam

L'Université Vietnam-Japon ouvre ses portes à Hanoï



L'Université Vietnam-Japon, créée conjointement par les deux pays, a ouvert ses portes le 9 septembre à Hanoï, la capitale vietnamienne.

Tout a commencé par une déclaration commune de 2010, dans laquelle le Vietnam et le Japon affirmaient « envisager la création d'une université de haut niveau au Vietnam, avec la coopération du Japon. » Les travaux préparatoires ont démarré ensuite sous l'impulsion des gouvernements japonais et vietnamien, dans le cadre d'un programme conjoint Japon-Vietnam de développement des ressources humaines.

Pour encourager les étudiants à élargir leurs points de vue, l'université a adopté un programme d'enseignement interdisciplinaire, où lettres et sciences humaines côtoient les sciences naturelles. Les universités japonaises soutiennent la création de ce programme d'études, ainsi que les activités concrètes d'enseignement et de recherche ; la moitié des cours est assurée par la faculté japonaise.

Outre les cours universitaires, des cours de japonais

et des stages dans les entreprises japonaises, dont certaines sont implantées au Vietnam, ont été intégrés au cursus afin d'approfondir la compréhension de la culture et du monde de l'entreprise japonais.

L'Université Vietnam-Japon se veut un établissement d'enseignement formant les ressources humaines dont ces deux pays ont besoin : le Vietnam cherche en effet à instaurer un développement durable et, pour de nombreuses entreprises japonaises, ce pays constitue un marché attrayant.

La JICA a déployé un large éventail d'efforts, de l'élaboration des programmes d'études à l'envoi de personnel enseignant, en passant par la gestion universitaire liée à la mise en place du cursus de master. L'Agence se charge également des études préliminaires pour la création des futurs programmes de licence et de doctorat.

La JICA appuiera le développement de l'Université Vietnam-Japon par diverses approches, qui contribueront au développement durable du Vietnam et au renforcement des liens d'amitié entre les deux pays.

Cérémonie d'ouverture



République démocratique du Congo

Une équipe du JDR a aidé à combattre la fièvre jaune



Du 20 juillet au 7 août 2016, la JICA a envoyé pour la première fois une équipe du JDR spécialisée dans les maladies infectieuses en République démocratique du Congo (RDC), pour aider ce pays à combattre une flambée de fièvre jaune.

Le vecteur de cette maladie est l'*Aedes aegypti*, ou moustique de la fièvre jaune. Fièvre, maux de tête et nausées en sont les principaux symptômes. Il n'existe aucun traitement efficace contre cette maladie, mais on peut la prévenir par un vaccin.

Une épidémie de fièvre jaune s'est déclarée en Angola en décembre 2015, avant de se propager à la RDC voisine en avril 2016. Plus de 1 900 cas présumés et confirmés ont été identifiés dans cinq provinces, dont la ville-province de Kinshasa, la capitale de la RDC. Sur ces cas présumés, on dénombrait 95 décès au 20 juillet 2016.

Entretien sur la campagne de vaccination

L'équipe du JDR (secours d'urgence du Japon) spécialisée dans les maladies infectieuses a été formée en octobre 2015. Ses principales activités en RDC étaient la prestation de conseils au ministère de la Santé, une aide au diagnostic de la fièvre jaune et une assistance technique pour préparer des campagnes de vaccination.

Depuis le mois de juin, le laboratoire national de la RDC n'avait pas réussi à poser des diagnostics définitifs à cause d'une pénurie de réactifs. L'examen et le diagnostic requièrent un niveau élevé de connaissances ; les Japonais ont pu apporter une contribution significative dans ce domaine, qui est l'une de leurs spécialités.

Noriko Suzuki, à l'époque responsable du secrétariat du JDR, a souligné que le JDR contribuait activement aux interventions d'urgence en cas de catastrophe et de maladie infectieuse en collaborant avec des experts formés pour répondre à des besoins spécifiques.



Amérique Centrale

La JICA reçoit l'Ordre de Jagger



Le 11 octobre 2016, le Secrétariat à l'Intégration économique centraméricaine a remis l'Ordre de Jagger à la JICA, pour récompenser son éminente contribution au processus d'intégration économique de la région. Le Secrétariat est rattaché au Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA).

Dès 2001, la JICA a commencé à envoyer des experts comme conseillers de coopération régionale auprès du SICA, et elle poursuit sa coopération depuis plus de 15 ans. Les initiatives de l'Agence dans les secteurs des transports et de la logistique contribuent non seulement à l'intégration économique, mais aussi à renforcer l'infrastructure routière (routes et ponts) pour prendre en compte le changement climatique ; ces mesures ont été bien accueillies par la population locale.

Les huit États membres du SICA sont le Salvador, le Guatemala, le Costa Rica, le Nicaragua, le Panama, Belize, le Honduras et la République dominicaine.

Takeshi Takano (à droite), directeur général du département Amérique latine et Caraïbes de la JICA, reçoit l'Ordre de Jagger.

L'an dernier, pour le 80^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre le Japon et cinq pays d'Amérique Centrale, la JICA a pour la première fois entamé des discussions directes avec le SICA. Le Plan d'action pour la coopération régionale SICA-JICA 2015-2020 a été élaboré avec succès, et on a décidé de mener de telles discussions une fois par an, à l'avenir.

Ce plan d'action vise à assurer une coopération qui contribue à résoudre, à l'échelle régionale, les problèmes de développement dépassant les frontières nationales. Il prévoit notamment la création de biens publics régionaux (politiques, stratégies, infrastructure transfrontalière, marque régionale, et autres biens immatériels qui seraient communs à toute la région). La coopération régionale met l'accent sur les quatre domaines suivants : 1. Transports et logistique ; 2. Renforcement de l'infrastructure routière et des ponts pour prendre en compte le changement climatique ; 3. Préservation des écosystèmes et des zones humides et 4. Appui à l'autonomisation économique des femmes.